

Le droit à dire NON

L'Assemblée des femmes rurales (Rural Woman Assembly, RWA) lutte contre la culture patriarcale et pour le maintien de l'intégrité des paysans et des champs/terres en Afrique.

« Nous sommes les gardiennes de la terre, des semis, de la vie et de l'amour », c'est là le slogan de l'Assemblée des femmes rurales (RWA) d'Afrique australe, un mouvement qui compte plus de 100 000 femmes membres, d'Afrique du Sud, de Mozambique, du Malawi, du Lesotho, de Namibie, du Swaziland, de l'Île Maurice, de Zambie et du Zimbabwe.

Elles se concentrent sur la défense des droits communs et contre l'invasion des terres et l'appropriation des ressources : « Pour la RWA, les alternatives comme la souveraineté alimentaire et des semis sont au centre de nos luttes et campagnes », affirme Mercia Andrews, coordinatrice régionale de l'Assemblée.

Andrews est une activiste féministe profondément impliquée dans le mouvement pour la transformation terrestre et agricole en Afrique du Sud. Real World Radio l'a interviewée pour la newsletter de Néléni, l'interrogeant sur la manière dont les mouvements sociaux luttent pour la souveraineté alimentaire et affrontent la montée des secteurs conservateurs et fascistes. « En tant que RWA, nous construisons une méthodologie féministe qui cherche à remettre en cause le patriarcat », explique-t-elle.

Actuellement, Andrew est la directrice de la Trust for Community Outreach and Education (TCOE), une ONG qui lutte pour les droits à la terre et le développement rural basée en Afrique du Sud. Elle se focalise sur la construction d'un mouvement et la transformation agricole.

En Afrique australe, contrairement à ce qui se passe actuellement en Amérique latine ou en Asie, « il n'y a pas de montée des régimes néofascistes ou des partis et gouvernements d'extrême-droite », souligne-t-elle.

En réalité, « ce que nous avons dans cette région, ce sont des gouvernements dictatoriaux qui sont au pouvoir depuis très longtemps », continue-t-elle. « À l'Île Maurice et en Afrique du Sud en particulier, nous avons des mouvements sociaux énergiques et forts. Nous avons aussi un mouvement travailleur qui est assez radical, même s'il est dans une position désavantageuse en ce moment, mais nous avons une histoire et une tradition de résistance. » Cependant « ce n'est pas le cas dans la majorité des pays de la région. Ce à quoi nous assistons actuellement, c'est à la montée des groupes paramilitaires qui s'appellent Al-Shabaab etc. (...) Derrière ces mouvements se trouvent généralement des États faibles, la plupart à parti unique, et même dans les régimes multipartites, ceux-ci sont extrêmement faibles. »

Les femmes rurales résistent à la progression patriarcale de ces groupes et des gouvernements dictatoriaux, explique Mercia.

RWA diffuse cette idée de « droit à dire NON » dans différentes régions, renforçant les capacités des femmes à s'organiser pour résister et commencer à chercher des stratégies judiciaires.

Par exemple, en Afrique du Sud, l'une des organisations avec laquelle travaille RWA a décidé d'inclure des litiges comme élément de la campagne sur le droit à dire NON :

« Nous avons pris une société minière de la zone qui voulait exploiter une mine. La communauté s'est organisée pour dire NON au projet. Ils sont allés au tribunal, et ont obtenu le droit de conserver leur choix de développement, leurs terres communales, et de décider comment ils

souhaitaient cultiver cette terre, comment ils souhaitaient y vivre, sur cette terre traditionnelle, communale. Cette terre est notre héritage, c'est la terre de nos ancêtres et nous nous battons pour garder son intégrité. Nous, les personnes, faisons partie de cette terre, nous faisons partie de la nature et nous résisterons à l'exploitation d'une mine dans cette zone précise, à l'exploitation forestière dans cette zone », conclut-elle.